

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, je remercie le ministre de sa déclaration de principe. Pourrait-il nous dire si le gouvernement canadien se propose, outre ces entretiens avec d'autres pays, de prendre quelques mesures qu'il aurait dû prévoir depuis longtemps? Quelles propositions le gouvernement du Canada fait-il à d'autres pays afin d'améliorer cette situation très déplorable?

L'hon. M. Sharp: Eh bien, monsieur l'Orateur, lors de nos entretiens avec le gouvernement nigérian, nous avons insisté sur la nécessité de mettre tout en œuvre pour faciliter les opérations de secours. La Chambre se rappellera que lorsque le général Gowon avait reçu le représentant du premier ministre, il y a quelques mois, il l'avait assuré qu'il allait autoriser les vols de jour. Nous n'avons rien appris de nouveau du Biafra depuis et il semble bien qu'on ait des objections à ces vols dans les deux camps, sauf dans des conditions très précises. Quant à savoir ce que nous pouvons ou voudrions faire à l'avenir, c'est ce à quoi le gouvernement s'emploie en réexaminant sa politique.

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, le ministre n'a pas répondu à ma question. Je lui ai demandé si au cours de ses entretiens avec d'autres gouvernements, le gouvernement canadien a proposé des remèdes à cette situation démoralisante. Le gouvernement propose-t-il des mesures et quelles sont-elles?

L'hon. M. Sharp: Ce que nous voudrions, le chef de l'opposition aussi j'en suis certain, c'est la reprise des envois de secours. C'est là l'objet de toutes nos interventions auprès des autorités nigérianes, de la Croix-Rouge et des autres organismes intéressés, ainsi que des autres gouvernements qui partagent avec nous le fardeau du secours.

M. Andrew Brewin (Greenwood): J'ai une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre pourrait-il nous dire si, au cours de ses entretiens avec d'autres gouvernements, il a été question de prendre des mesures d'ordre humanitaire par l'intermédiaire des Nations Unies afin de remédier à cette situation déshonorante, ou s'il a discuté avec les représentants des États-Unis, du Royaume-Uni et d'autres gouvernements intéressés la possibilité de faire front commun pour protester contre l'affront à l'humanité que constitue l'expulsion de la Croix-Rouge du Nigeria?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, le gouvernement n'a pas encore arrêté sa ligne de conduite, car, comme je le disais tantôt,

des incertitudes subsistent. Il n'est pas encore clairement établi si la Croix-Rouge pourra exercer son activité.

Jusqu'à ce que celles-ci soient dissipées, nous ne pouvons décider exactement ce que nous devrions faire. Mais en ce qui concerne le gouvernement canadien, nous voulons accomplir ce que l'honorable représentant a suggéré et ce que tous les députés et tous les Canadiens voudraient réaliser. Nous voudrions faire de notre mieux pour que, dans ces circonstances, d'innocentes vies ne soient pas sacrifiées.

Des voix: Bravo!

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, pour la gouverne des nombreux Canadiens qui s'intéressent vivement à cette question d'importance vitale, le ministre l'a dit, celui-ci pourrait-il informer la Chambre des voies disponibles, s'il en est, pour que l'aide des Canadiens parvienne dans cette région déchirée par les conflits.

L'hon. M. Sharp: Si je comprends bien la situation actuelle, ni les Biafrais ni les autorités nigérianes n'ont pu se mettre d'accord quant au moyen à prendre pour faire parvenir les secours par la voie des airs. On discute encore sur les modes de livraison par les voies terrestre et maritime, mais les deux parties en cause ne sont pas encore arrivées à une entente là-dessus. Donc, je ne puis dire pour le moment si, oui ou non, les Canadiens peuvent faire parvenir de l'aide aux Biafrais. Des facilités sont ouvertes pour le Nigeria.

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur l'Orateur, le ministre nous dirait-il si le gouvernement canadien a protesté auprès du gouvernement nigérian contre le fait que les Nigériens ont interdit à la Croix-Rouge de vaquer à ses activités de secours dans la région.

L'hon. M. Sharp: Oui, monsieur l'Orateur. Comme je l'ai dit vendredi, le premier ministre a envoyé un message spécial au général Gowon, à la suite de contacts antérieurs avec ce gouvernement.

M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal): Monsieur l'Orateur, dans l'intervalle, les fiers et braves pays du monde continuent-ils de fournir des armes au Nigeria et au Biafra, pendant que cette tragédie inhumaine se déroule?

L'hon. M. Sharp: Comme le député le sait, le Canada ne fournit pas d'armes; il a protesté publiquement contre la fourniture d'armes et a exhorté tout le monde à y mettre fin.